

## MACAÉ EVARISTO

« *La légitimité des différences dans l'école publique : pour un projet de (ré)existence et de trajectoires plurielles* »

Patrícia Santos

| Brésil |

traduit par Déborah Spatz

**Patricia Santos :** Nous connaissons votre trajectoire d'éducatrice, de secrétaire chargée de l'éducation de la ville de Belo Horizonte et de l'État de Minas Gerais, dans le Secadi - Secrétariat d'Éducation Continuée, Alphabétisation, Diversité et Inclusion - et également au Ministère de l'Éducation. Vous avez également été professeure dans le cursus de licence Interculturelle Indigène, avez coordonné le Programme d'Implantation des Écoles Indigènes dans l'État de Minas Gerais. Traçant un parallèle avec votre trajectoire, que pouvez vous mettre en avant pour que nous puissions penser à la puissance de l'école publique du Brésil ?

**Macaé Evaristo :** Le thème de l'édition est important pour moi qui ai dédié ma vie à l'éducation. Pour parler de l'école publique, je dois toujours parler de ma mère, qui a élevé quatre filles et est devenue veuve quand je n'avais que 10 ans. Elle avait un projet pour ce noyau familial, dans une ville rurale de Minas Gerais où la population noire était en minorité. Dans ces circonstances, un projet pour une famille noire, essentiellement de femmes, a tout pour être un projet de soumission et de subversion. Mais son projet n'était pas comme ça, c'était celui de transformer notre situation à partir de l'éducation. Elle a toujours beaucoup exigé de nous et s'est dédiée à la trajectoire scolaire des quatre filles. A tel point que nous avons toutes une formation supérieure, certaines ont conclu un master, d'autres sont en train de le conclure. Ma porte d'entrée dans le monde professionnel a été par le magistère. J'ai travaillé dans des écoles de la périphérie de Belo Horizonte, comme un moyen d'arriver à l'université. J'ai passé un concours public, et l'âge de 19 ans, j'étais déjà

professeure du système public d'éducation de Belo Horizonte.

Et ce que je pense de l'école publique ? Que le racisme structurel de la société brésilienne a privé d'accès à l'éducation la majorité de la population durant tout le XXe siècle. En réalité, nous n'avons réussi à universaliser l'éducation pour la population âgée de 6 à 14 ans qu'à la fin des années 1980, début des années 1990. Et dans cette démocratisation, avec l'arrivée de l'école publique des noirs, de la population appauvrie, s'initie le discours disqualifiant de l'école publique. On voit des personnes se référant à l'école publique d'autrefois comme étant bonne, mais à celle d'aujourd'hui, comme si elle avait perdu de sa qualité. Ils tentent de disqualifier, en réalité, les sujets qui parviennent à entrer à l'école publique. Ce sont nous - les noirs, les femmes, la population de périphérie et de la campagne, les communautés des *quilombos* et les indigènes. C'est une stratégie, assez sophistiquée, de nouvelle tentative d'esclavagisme et de subjugation de la population noire pauvre qui arrive à l'école publique.

D'un autre côté, il est nécessaire de reconnaître que l'école publique sauve de nombreuses vies. Pour de nombreuses trajectoires, comme la mienne, l'école publique nous a permis d'avoir une meilleure compréhension quant au lieu où nous nous situons dans cette société. Je défends toujours un projet éducatif d'école démocratique, comme Paul Freire lui-même disait : « la lecture du monde précède la lecture du mot ». Et je défends une école qui puisse me remettre dans ce monde pour que je puisse parler de moi, de ma mémoire, de mon ancestralité et de tout le potentiel que nous avons. La périphérie n'est pas un lieu d'absence, de manque. C'est de cette façon qu'on veut nous y faire penser : celles sans famille, sans mémoire et sans histoire. C'est la narrative du dominateur, rappelant encore une fois Paulo Freire, de ceux qui veulent nous opprimer. Nous ne pouvons pas nous embarquer dans ces narratives.



**Considérant votre histoire et ces moments durant lesquels vous avez été au sein du**

**secrétariat municipal et de l'État [de Minas Gerais], ou même au Ministère de l'Éducation, comme avez vous, en tant que femme noire, forte, qui porte dans sa trajectoire une demande d'un univers féminin et de reconnaissance de la valeur de l'école publique, géré tout ce contexte ? J'imagine qu'il y avait de nombreuses contradictions.**

Il fait bon de rappeler que nous luttons contre le racisme à tout moment. Être directrice, secrétaire d'éducation ou professeure ne nous élimine pas de l'univers du racisme structurel, d'un machisme structurel. J'ai été la première secrétaire d'éducation noire de Belo Horizonte et de l'État de Minas Gerais, et également au Ministère de l'Éducation. J'ai été la première, mais je ne veux pas être la seule. Nous parlons de racisme structurel mais nous devons comprendre également que les lieux de pouvoir, pour nous les noirs, sont, bien souvent, solitaires. Nous devons, quotidiennement, nous justifier face à des choses que des personnes non-noires ou des hommes, n'ont simplement pas à répondre.

Parce que je suis dans ces lieux, j'en exige beaucoup de moi-même. L'État Brésilien est patrimonialiste et a toujours fonctionné pour certains groupes. Construire n'importe quelle politique qui rompe avec ces groupes sociaux qui ont toujours eu les priorités, c'est un choc constant. À partir du fait de faire une politique, en passant par l'acquisition d'un kit de littérature afro-brésilienne. J'ai été accusée, alors que j'étais au secrétariat, par des secteurs de la chambre des conseillers municipaux, de vouloir faire du prosélytisme religieux. Nous étions en train de tracer une politique d'acquisition de la littérature d'écrivaines noires, de littérature africaine et afro-brésilienne. Aujourd'hui, ce choc est encore plus fort, parce que nous avons des groupes au sein de législatif qui sont, en réalité, intolérants par rapport aux religions de matrices africaines.

Nous devons rappeler que l'éducation est une attribution de l'État. Même l'éducation privée possède une autorisation de fonctionnement. Je forme également des professeurs d'écoles privées. Je sais que les données sont masquées, niées. Beaucoup d'éducateurs d'écoles privées parlent des défis que sont de gérer une enfance et une jeunesse fragmentée. Ils sont mis face à des situations auto-extermiation, des élèves qui se mutilent.

Bien souvent, c'est quelque chose qui est passé sous silence au sein de ces institutions, ou

alors, l'élève est renvoyé. Lutter pour des écoles démocratiques, c'est lutter pour l'école pour tous, et cela ne vaut pas seulement pour l'école publique, mais aussi pour l'école privée. Notre responsabilité est liée à la formation pleine de l'enfance et de la jeunesse, cela vaut pour toutes et n'importe quelles écoles.

C'est illusoire d'entrer dans cette dichotomie ou de faire rivaliser les professeurs des écoles publiques avec ceux des établissements privés. Les écoles privées, bien souvent, optent pour un modèle de ségrégation et éduquent des jeunes qui savent à peine circuler dans leurs villes, que ce soit à Rio de Janeiro ou à Belo Horizonte. Ils n'ont aucune idée de ce qu'est la vie réelle, ne savent pas construire d'empathie, ne savent pas dialoguer avec la différence. L'idée de l'école comme lieu de coexistence démocratique est menacée. C'est ça l'idéal, ce projet civilisateur ? L'idéal d'éducation ? La destruction de l'école publique, ne soyons pas naïf, qui s'y intéresse ?



**Comment est-ce de penser la pluralité culturelle dans l'espace de l'école publique, en prenant en compte l'expérience des écoles indigènes dans l'État de Minas Gerais et les mouvements sociaux, incluant les mouvements du secondaire ?**

En premier lieu, on ne fait pas de politique, que ce soit pour la population indigène ou des *quilombos*. Je pense que la maxime « rien à propos de nous sans nous » est vraie. L'État brésilien doit créer un espace de participation politique. Nous avons toujours eu, à Belo Horizonte, grâce au conseil municipal d'éducation et avec la participation populaire du secrétariat d'éducation, un dialogue constant avec les mouvements sociaux et avec les mouvements noirs, qui sont divers. Dans l'éducation scolaire indigène, nous avons un conseil avec la participation de responsables de toutes les communautés.

Tout le programme a été établi avec les communautés participant au processus. Le programme appartenait d'ailleurs aux communautés et non pas au gouvernement, puisque

le programme d'implantation des écoles indigènes est un arrangement entre le secrétariat d'éducation de l'État de Minas Gerais, de l'Université Fédérale de Minas Gerais, de l'Institut National des Forêts et de la Funai [Fondation Nationale de l'Indien], avec la participation des communautés au sein la coordination.

Il y a vingt ans, nous avons des villages sans aucun adulte alphabétisé. Le cursus de formation de professeurs indigènes a été la première action et est passé par un processus de choix des professeurs, dans chacune des communautés, dans les différentes localités. Le peuple Xakriabá comptait, à l'époque, 7000 habitants dans la ville de São João das Missões, dans plus de 30 localités. J'ai participé à un processus de réunion, dans chaque localité, pour choisir ceux qui seraient les étudiants du cursus de formation des professeurs. J'ai vécu des choses impressionnantes. Dans le concept de démocratie dans lequel nous vivons, dans lequel on vote et la majorité gagne, tout semble être résolu. J'ai appris d'autres formes avec les Xakriabás.

Les assemblées duraient des journées entières, et non pas avec de simples votes, avec lesquels un côté gagnait, l'autre perdait et on acceptait ça, mais plutôt avec l'idée de comment faire plus de justice. Mettre en place un cursus de magistère dans des communautés indigènes signifie générer de l'emploi et du revenu, qui doivent être distribués. Ça ne sera pas cohérent qu'il y ait plus d'un enseignant ou enseignantes par famille. L'école doit être pensée comme un mécanisme qui ne peut pénétrer une communauté et créer des inégalités économiques.

Aujourd'hui, il y a le lycée dans la localité Xakriabá, il y a également des personnes étudiant la médecine dentaire, la médecine, il y a des maires qui proviennent de là. Regardez comme tout a changé en 20 ans, quand aucune personne n'était alphabétisée dans la localité. C'est très expressif. Pour moi, c'est ça, apprendre à dialoguer. Le programme d'implantation des écoles indigènes est un exercice merveilleux pour que nous connaissions notre propre pays. Les Xakriabás sont un peuple et les Pataxós en sont un autre complètement différent, mais lorsqu'ils parlent de la population indigène, ils font comme s'ils étaient tous égaux. C'est un apprentissage constant, ce sont des peuples différents, des cosmologies, des formes de relation au monde, des formes d'établissement de liens avec les enfants, des rapports avec

l'alimentation. Un exemple que je trouve merveilleux : pour le peuple Maxakari, la possibilité qu'une personne puisse manger et pas l'autre n'existe pas. Parce que l'aliment est distribué et que c'est un bien collectif. C'est une population qui vit en condition d'extrême pauvreté, quand l'aliment arrive, vous pensez que les enfants vont manger et pas les adultes ? Ils ne voient pas l'aliment sans penser à la distribution.

Cela me fait penser à d'autres contextes, à repenser, d'ailleurs, le regard homogène sur les favélas et les périphéries, comme si elles étaient uniques. Nous devons comprendre que les populations qui sont dans nos périphéries urbaines ont des matrices, des mémoires, des histoires, des trajectoires de communautés qui viennent de la campagne. Ce sont des expériences qui nous permettent d'exister parce que nous sommes dans une zone urbaine.

J'ai travaillé dans le Cafezal, une favéla de Belo Horizonte, en tant que professeure, durant de nombreuses années. Je me souviens de la première fois où il y a eu des poires pour le goûter. Les enfants me demandaient de couper le fruit en morceaux et quand je leur demandais pourquoi, ils répondaient que c'étaient pour en apporter à leur frère, leur mère. Parce que si c'est une chose qu'ils n'ont pas à la maison, ils vont le manger tout seul ? Non ! « Ma mère, elle aussi, doit participer à cette expérience, mon frère aussi. » Les favélas ont une expérience de solidarité et de réciprocité, c'est ce qui nous maintient en vie.



**Durant les dernières décennies, le mythe, qui dit que : « l'école publique ne parvient pas à enseigner et les élèves ne réussissent pas à apprendre » s'est créé au Brésil. Il s'étend certainement à d'autres réalités, principalement en Amérique Latine. L'enseignement privé, d'un autre côté - là où ont migré les classes moyennes, est considéré, généralement, comme l'expression de la qualité et de la supériorité, principalement à cause des résultats atteints dans les examens d'accès aux universités. Quels sont les marqueurs que vous souligneriez à propos de la construction du mythe de l'échec scolaire et de la supériorité, dans son ensemble, de l'école privée par rapport à l'école publique ?**

Le premier point de disqualification, ce sont les personnes qui sont dans les écoles publiques. Comme nous ne sommes pas vus comme des sujets, rien de ce qui est fait dans nos communautés n'a de qualité. Ils disqualifient l'enfance, la jeunesse, l'école publique et ses professionnels. Il y a toujours une réitération du projet de l'élite esclavocrate brésilienne. À cause de l'absence de politiques publiques pour les écoles, les centres de soin, les centres culturels, la jouissance culturelle, tout ce discours de disqualification apparaît.

Et tenir ce discours conservateur est un alibi pour dissimuler l'expropriation du budget public dont on a le plus besoin. Puisque l'élite pense que les fonds de l'État doivent être toujours plus orientés vers son propre enrichissement. Ceux qui parlent de la non-qualité sont les mêmes qui disent que les professeurs gagnent trop. Ils ont congelé le budget de l'éducation pour les 20 prochaines années, ils en ont fini avec le salaire minimum des professeurs. Ils pensent que dans les écoles, il suffit d'avoir des cours de Langue Portugaise et de Mathématiques.

Un point structurel de cette logique d'action et de cette politique, et comme une perversion encore plus grande, est le fait que nous ayons des segments qui pensent à l'extermination de la population noire. Nous luttons contres des groupes similaires aux eugénistes, au XXe siècle, des groupes pensent que c'est naturel de mitrailler les communautés périphériques, d'assassiner des enfants. Tout comme ils considèrent naturel que de mettre 45 ou 50 jeunes dans une salle de classe est parfaitement adéquat à l'offre de l'éducation publique de qualité. Ils veulent retirer toute possibilité de dignité des personnes dans ces espaces.

J'ai également besoin de dire que malgré la lourde perspective d'analyse de ce cadre, je suis également très heureuse. La joie est notre résistance. Nous avons survécu à 500 ans de massacre et d'exploration, dans des situations très souvent plus adverses à celles que nous vivons aujourd'hui. Aujourd'hui, on est connecté dans tout le Brésil. Nous sommes prêts à affronter. À Minas Gerais, nous sommes en train de construire un mouvement inspiré d'une phrase de Conceição Evaristo : « Ils se sont mis d'accord de nous tuer, mais nous nous sommes mis d'accord de ne pas mourir ». Cette décision vient de très loin mais, nous sommes ici, fortes, vigoureuses, et nous allons défendre chaque vie.

Lorsqu'on parle de l'affrontement, il est nécessaire de comprendre que nous ne sommes pas seules. Il ne s'agit pas de l'individu. On n'arrive pas à ces endroits seules. Ils sont collectifs. C'est de la même façon, par exemple, qu'on fait la politique d'éducation scolaire indigène. Pour créer les premières écoles indigènes à Minas Gerais, pour former les premiers professeurs indigènes, nous avons affronté des disputes avec les municipalités, qui bien souvent côtoient les intérêts latifondiaires. Ce sont des intérêts économiques qui combattent, bien souvent, des idées de l'école indigène et de l'école des *quilombos*. Le Ministère de l'Éducation, par exemple, a convoqué une audience pour que ne soit plus créée aucune école de *quilombo* dans un État déterminé, puisque quand on construit une école, comme une école de *quilombo*, l'école se reconnaît et se déclare dans le recensement scolaire. Et de cette manière, tout devient plus difficile pour certains secteurs qui veulent l'expropriation de ces communautés. Nous ne pouvons pas nier que là-bas, se trouve de la résistance historique, collective, la reconnaissance pour l'identité, qui lutte contre une culture politique.

La construction de politiques identitaires n'est pas contraire à la démocratie, elle est plutôt structurelle pour son exercice. Dans l'éducation, ceci est fondamental, puisque nous avons été passés sous silence pendant très longtemps. Si nous pensons que, durant ces 30 dernières années, plus de 30 milles écoles ont été fermées à la campagne, c'est très menaçant de faire des politiques de renforcement des écoles à la campagne, faire une politique, par exemple, de soutien à l'agriculture familiale, pour que l'alimentation scolaire soit à 30% issues de l'agriculture familiale.

Nous avons affaire à des intérêts de l'industrie alimentaire, des intérêts internationaux, de ce qui est proposé comme aliment. Faire de la politique c'est affronter tout cela en même temps. Que ce soit à Belo Horizonte, en construisant des crèches dans certains quartiers. Au lieu que l'Exécutif décide où les construire, le choix doit être décidé par un budget participatif, dans lequel les communautés locales décideront où il faut, en priorité, construire des crèches. À Belo Horizonte, le mouvement est complètement différent. Les premiers groupes scolaires ont été construits dans une logique du centre pour la périphérie. Quand on arrive dans la périphérie, les installations ont des structures plus petites. Là-bas, le programme de construction des écoles maternelles a fait l'objet d'un débat immense,



après avoir été soumis au budget participatif.

Notre lutte se fait entre groupes. Il y a des paradigmes en jeu, pour le vivre ensemble démocratique. Qui a sa place dans ce « tous » de notre démocratie ? Pouvons-nous exister dans ces tous ? Certains groupes pensent que nous n'avons pas notre place, les femmes ne l'ont pas.



**Début septembre, le gouvernement fédéral a annoncé le programme national pour les écoles civico-militaires, comme l'implantation prévues de 216 écoles d'ici 2023. Il a présenté l'école civico-militaire comme un environnement de partenariat et de plus grand lien entre les gestionnaires, les professeurs, les militaires, avec de la discipline à l'école, sous la tutelle militaire. C'est un discours auquel le gouvernement fédéral attribut un supposé potentiel pour l'école publique, malgré le fait qu'il ne reconnaisse pas dans ce modèle la diversité, les pluralités, le libre arbitre, la pensée libre et les pratiques émancipatoires qui peuvent être attribuées pour le renforcement d'un environnement démocratique, qui est en lien direct avec ce dont nous avons parlé et qui, d'une certaine manière, s'accorde avec la complexité des défis de l'éducation. Le président lui-même évoque la connaissance et l'enseignement comme des échappatoires à la misère, la pauvreté et l'ignorance, même si ça paraît très incohérent. Il a même affirmé : « ce qui nous sort de la misère, de la pauvreté et de l'ignorance, c'est la connaissance, l'enseignement », après avoir signé ce décret qui crée ce programme. Que voyez-vous de contradictoire et quelles sont les limites de ce modèle d'école civico-militaire ?**

Je me souviens d'un article publié dans le journal O Globo en 2015, qui disait « La Police prend la tête des écoles militaires à Manaus », dans le chapeau, ils disait : « Les élèves portent l'uniforme militaire et font le salut, rien que cette année-là, cinq ont été exclus, mais l'Ideb, l'Indice de Développement de l'Éducation Primaire, s'était amélioré. » Les garçons ne pouvaient pas porter de casquettes et les filles noires ne pouvaient pas garder leurs

cheveux crépus, elles devaient toujours les attacher. Cette idée a surgi à Manaus et certains gouverneurs du centre-ouest ont commencé à remettre la gestion des écoles, principalement de celles des périphéries, à la gestion militaire.

Pour moi, là première contradiction, c'est que : nous avons un système de sécurité publique, au Brésil, qui ne fonctionne pas. Si la Police Militaire ne parvient même à pas à résoudre la question de la sécurité publique, qu'en sera-t-il de l'éducation ? La seconde contradiction, du point de vue de penser la formation humaine dans sa totalité, est que ce modèle ne peut définitivement pas tout gérer. Par opposition à ces écoles civico-militaires, ça a beaucoup plus de sens de penser à des écoles démocratiques, avec des cours qui durent toute la journée, dans lesquelles les élèves ont la possibilité de penser la ville et le territoire comme une expérience éducative et non pas comme avec un regard de manque et de danger des territoires. Ce qui se trouve dans l'essence de cette politique, c'est le regard vers les favélas et les périphéries comme si nous étions des monstres et des bandits, un lieu dans lequel les personnes ne travaillent pas, ne produisent rien, n'ont pas de civilité.

Comme si ce groupe était capable de mener les civilités à ces supposés dépossédées. C'est pour cela que le SECADI a été immédiatement éteinte, un secrétariat qui pensait à l'éducation pour les populations, dont les indices d'éducation étaient plus bas - les enfants indigènes, des *quilombos*, de la campagne, handicapés -, des segments dans lesquels se concentrent les plus importants indices d'enfants non-scolarisés. Le SECADI était un secrétariat qui pensait à la réduction des inégalités éducationnelles, dans une perspective de renforcement de ces groupes et de ces communautés, en mettant l'accent sur la mémoire, l'histoire, les langues dans le cas des populations indigènes, et, par conséquent, dans le renforcement de leurs territoires. Ils ont fermé la SECADI et viennent avec cette idée de sous-secrétariat pour la mise en place d'écoles civico-militaires.

Je voudrais également faire une distinction des écoles civico-militaires et ce que nous avons aujourd'hui dans plusieurs États du Brésil, qui sont des écoles qui existent dans une lignée politique d'assistance aux militaires. Le Colégio Tiradentes, à Minas Gerais, est un exemple d'école tournée vers les enfants de militaires. Même si je suis contre ce programme, il y a toute une histoire dans la structure de la corporation des écoles pour les enfants de

militaires. Mais voyez que ce qui est proposé est d'une autre nature, c'est une école civico-militaire dans les favélas et les périphéries, souvent comme un élément répressif et de contention des corps.

Souvenons-nous que, durant notre histoire, les enfants noirs, étaient interdits, jusqu'à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, de fréquenter les écoles. Une personne noire ne pouvait que fréquenter une école si elle avait plus de 14 ans, le soir, et si le professeur l'y acceptait. Aujourd'hui, il y a une autre structure, parce que durant l'enfance, ce qui existait pour les enfants, c'était la bêche. Carolina Maria de Jesus, dans Journal de Bitita dit ainsi : « nas fazendas não havia escolas, o que havia era enxada em abundância. » [Traduction libre : « dans les fermes, il n'y avait pas d'école, ce qu'il y avait, c'était des bêches en abondance. »] Aujourd'hui, nous avons une nouvelle tentative de contention, de répression et de domestication des corps noirs via des écoles civico-militaires.

J'ai lu une recherche sur le blog de Freitas qui montre comment ce format d'école a fonctionné aux Etats-Unis. Comment elles sont devenues des tremplins, des rites de passages pour les enfants noirs et pauvres, vers les prisons. Ce n'est pour rien que les Etats-Unis comptent la plus grande population carcérale au monde, pourquoi ils sont connus pour la ségrégation et la contention. Le Brésil nous - la population noire et indigène - regarde toujours comme si nous étions des étrangers dans notre propre pays, des immigrants, des usurpateurs. Ainsi, nous devons dire à ces gestionnaires que le noyau de l'école publique se trouve dans l'exercice du vivre ensemble démocratique, plus que dans l'accès à la connaissance et à la démocratisation des savoirs. La possibilité du vivre ensemble, de l'expérience de coexister avec l'autre dans cet espace public est fondamental pour que nous fassions une société qui reconnaisse ses propres différences et qui parviennent à coexister.



**Face à votre trajectoire frappante, quels sont les défis les plus urgents pour penser l'école publique aujourd'hui ? Pas seulement au niveau national, mais dans toute**

## **L'Amérique Latine ?**

Tout d'abord, cette offensive conservatrice contre l'éducation n'a pas lieu seulement au Brésil. On la voit dans différent pays - une offensive très forte contre l'éducation et contre l'école publique, tout du moins, contraire à ce concept d'école publique démocratique que nous entendons et proposons. Pour l'agenda politique, nos défis sont : la reprise du plan national d'éducation, la révocation de l'amendement constitutionnel 95/2016, qui congèle les investissements pour l'éducation. Lorsque je parle du plan national, je parle de l'expansion de l'éducation maternelle, l'éducation à plein temps, les fonds pour les universités, la recherche, l'enseignement secondaire et technologique. L'éducation est une obligation que le Brésil n'a pas respectée tout au long du XXe siècle et ce programme est brutalement interrompu conjointement à d'autres politiques sociales, comme la politique d'assistance sociale et de la culture. Toutes deux ont été complètement brisées.

Pour nous qui militons dans ces domaines, le défi est que nous ne perdions pas la capacité d'articulation et de mobilisation. Nous avons besoin d'un état de mobilisation permanente, de renforcement avec nos stratégies et nos lieux de résistance. Parfois, ils disent que nous ne parvenons pas à donner de réponses, mais je pense que notre mouvement est comme une forêt. Si nous regardons d'en haut, tout semble statique, alors qu'en réalité, elle est toujours en mouvement. C'est ce que j'ai appris avec les Tikuna.

Les femmes se sont organisées à plusieurs niveaux, tout comme le mouvement noir et le mouvement indigène. Nous occupons les rues, nous faisons des manifestations. C'est ça, notre histoire, c'est comme ça qu'on a transformé l'État brésilien. Notre défi est de garder cet esprit guerrier de notre ancestralité, de ne pas avoir peur et d'occuper tous les espaces, ce que nous avons toujours fait. Et, quand je me souviens de Leila Gonzalez, parlant de la question des femmes et des femmes noires, je suis très heureuse de voir, dans tous les événements publics auxquels je participe, les femmes noires qui occupent la scène politique, qui occupent la scène publique. C'est quelque chose de merveilleux. Quand je suis à une table et que j'entends « parce que je suis une professeure d'université noire », « je suis diplômée grâce au Prouni [Programme Université Pour Tous] », « je suis entrée grâce au système de quotas », « je fais un master », « je suis docteure [d'université] ». Tout ça, pour

moi, c'est un motif de fierté et d'honneur, et en même temps, ça me donne l'énergie de croire que nous pouvons transformer cet état de siège dans lequel on se trouve.



**Et pourquoi, vous qui êtes passée par tous ces lieux en tant que professeure et active dans l'exécutif, avez-vous décidé de lutter pour une place dans le législatif ?**

Mon histoire est une conjoncture que je vois du Brésil et qui aujourd'hui me fait regarder ces instances de représentation politique avec un regard nouveau. Nous occupons les différents espaces et parfois, dans le discours, nous parlons de l'importance d'occuper ces espaces. Mais le législatif et le judiciaire, pour nous, les femmes noires, sont encore des espaces de beaucoup d'exclusion. Nous avons beaucoup de difficultés à parvenir et d'être dans ces lieux. Donc, d'abord, pour qu'on y soit, il faut qu'on étudie pour comprendre les processus et les chemins, mais aussi les égarements qui parfois ne nous permettent pas d'y être. Nos pensées, nos idées et nos luttes pour la démocratie du Brésil passent fondamentalement par le législatif.

Aujourd'hui, ce que je remarque, c'est que beaucoup de groupes conservateurs se sont appropriés le législatif, principalement la chambre des conseillers municipaux. J'ai également vécu la construction des programmes municipaux d'éducation, et ceux des états. J'étais au ministère de l'éducation quand nous sommes parvenus à approuver le programme national. J'ai participé, en tant que gestionnaire et professeure, aux conférences municipales, d'état et nationales qui ont établi le document qui a orienté la construction du dernier programme national d'éducation.

Après beaucoup de luttes, nous avons réussi à le faire approuver par le congrès. J'ai vu que beaucoup de sujets, en arrivant dans les plans municipaux, je parle de Minas Gerais par exemple, étaient menés par une stratégie des secteurs conservateurs, soutenus par le mouvement des écoles sans parti, contre tout sujet lié à la diversité, aux questions

indigènes, des *quilombos*, de diversité sexuelle et de toute discussion de genre. Ces sujets là ont été bombardés, à l'échelle municipale, par des conseillers municipaux qui représentent ces groupes.

S'il y a une critique que je peux faire de la gauche, c'est que bien souvent, ils perdent ça de vue. Les services de protection de l'enfance en sont un autre exemple. Nous luttons pour l'existence de ces services, pour construire le statut de l'enfant et de l'adolescent, construire une doctrine de protection intégrale et nous, souvent, les femmes et les femmes noires, nous ne votons pas lors des élections des représentants aux services de protection de l'enfance ou nous ne nous présentons pas en tant que possibilité pour nos communautés, dans un pays qui est en train d'assassiner la l'enfance et la jeunesse.

Comment abdiquer et ne pas construire un espace si important tel que celui-là, que nous parvenons à construire avec tant de dureté dans un système de garantie de droit pour l'enfance ? Cette participation, dans ces instances, qu'il s'agisse du législatif ou des services de protection de l'enfance populaires est très importante. Et la première chose que le gouvernement actuel a supprimée, ce sont tous ces services, parce qu'ils savent que la participation dans ces services a un impact sur la construction politique et change la vie des personnes de tout le pays. Cela a un impact du point de vue de l'éducation. Regarde, nous sommes passé de 300 00 inscriptions d'enfants handicapés dans les écoles publiques en 2003 à 700 000 inscriptions en 2013/2014. Après des années de lutte dans le sens de la perspective de construire l'accessibilité et l'inclusion, regarde ce qu'ils veulent reprendre, l'idée de clinique école, comme s'il n'existait pas un savoir de l'éducation de la pédagogie pour ces enfants. Elles doivent à nouveau être ségréguées et écartées de l'ensemble de la société.



L'interview a été accordée dans le *Esquentá* WOW, à Niterói, une réalisation de *Redes da Maré*, qui, tout au long de l'année 2019, a parcouru six territoires - cinq dans l'état de Rio de Janeiro et un dans l'état du Ceará - avec pour objectif d'emmener « une petite partie » du

Festival Femmes du Monde, avec des activités de quatre dimensions : des dialogues, l'activisme, l'entreprenariat et les interventions d'art et de culture. L'idée a été d'attirer l'attention - avant la deuxième édition, du 6 au 8 novembre 2020, à Rio de Janeiro, - sur la cause des femmes, construisant des ponts pour d'autres projets et de nouvelles possibilités, mobilisant, célébrant et apportant le programme des femmes d'une façon permanente et systématique - dans des espaces qui ne sont pas contemplés par des débats comme ceux-là. Inspiré par le Women of the World Festival - Wow, le *Esquentá* WOW a été réalisé et conçu par Redes da Maré et est passé par la Maré, le Centre de Rio, Duque de Caxias, Niterói, Santa Cruz et Fortaleza. Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site du Festival Femmes du Monde.